

## DONS POUR L'ÉLABORATION DE PROJETS (DEP)

### FORMULAIRE DE DEMANDE DE DON

1. Titre du DEP	Projet d'appui à la mise en place d'une stratégie SPS en Guinée-Bissau pour les produits agroalimentaires destinés à l'exportation
2. Thèmes n° 1, 2 et/ou 3	<b>Thème n°1</b> : Outils pour l'évaluation et la planification des capacités SPS, y compris la nécessité et l'incidence des normes internationales et de leur application
3. Date de lancement	Date prévue de lancement de l'élaboration de projet : 15 mars 2010
4. Date d'achèvement	Date prévue d'achèvement de l'élaboration de projet : 31 mai 2010
5. Organisation(s) auteur(s) de la demande	<b>Ministère du Commerce et Industrie</b>  Personnes à contacter :  <b>Dr. Malam Djaura, Secrétaire General</b> E-mail : djauramalam@yahoo.fr Téléphone : (245) 320 21 71 BP : 85, Bissau, Rép. Guinée-Bissau  <b>Et,</b>  <b>Dr. Abbas Djaló, Coordinateur et Point Focal Programme du Cadre Intégré</b> E-mail : ci.pfc34@yahoo.com.br Téléphone : (245) 320 21 71 BP : 85, Bissau, Rép. Guinée-Bissau
6. Consultant(s) proposé(s)	Le Secrétariat du FANDC communiquera une courte liste de consultants appropriés pour entreprendre le DEP.
7. Contexte et raison d'être du DEP	<p>L'économie de la Guinée-Bissau est principalement agricole. Comme les ressources naturelles ne sont pas pleinement exploitées, le pays dispose encore d'un important potentiel de production agroalimentaire. On recense actuellement la culture de céréales et de fruits divers, mais ce sont plutôt la culture de la noix de cajou et, dans une moindre mesure, le stock élevé de poissons pour la pêche qui retiennent l'attention au registre des exportations.</p> <p>Les chiffres évoqués dans le Document de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté (DENARP, Septembre 2009) montrent l'importance de la noix de cajou en Guinée-Bissau comme principal produit d'exportation, avec 95% des exportations et 17% des recettes de l'État. L'exportation de la noix de cajou joue donc un rôle primordial dans le développement économique du pays. D'ailleurs,</p>

l'Étude Diagnostique sur l'Intégration du Commerce (EDIC, mai 2009) de la Banque Mondiale est catégorique : *“il est impossible d'atteindre des résultats solides et conséquents dans la promotion des exportations et la réduction de la pauvreté sans un réel succès dans le secteur de la noix de cajou”*.

Mais depuis 2006, cette filière enregistre de mauvaises performances commerciales, notamment à cause de la montée des prix de l'énergie et du transport, de l'absence de transformation de la noix et du manque de respect des normes SPS internationales, qui limitent l'exportation principalement à l'Inde.

Pour remédier à ces récentes difficultés de commercialisation, la Guinée-Bissau souhaite concentrer ses efforts sur l'amélioration des normes SPS de ses produits agroalimentaires, avec la noix de cajou en tête de liste. En se conformant aux normes SPS internationales, la Guinée-Bissau espère diversifier les destinations à l'export pour conquérir de nouvelles parts de marché, et ainsi stabiliser la demande et les revenus.

Dans le cadre de ce DEP, Le projet à élaborer devrait donc contribuer à une stratégie SPS nationale. À ce titre, le Gouvernement de la Guinée-Bissau veut procéder à une évaluation des besoins en matière de capacités de biosécurité, selon les pratiques d'analyse de la FAO, pour définir les lignes directrices d'intervention.

L'EDIC de la Guinée-Bissau dénote déjà le manque de capacités humaines et institutionnelles pour faire face aux contraintes d'accès au marché posées par les normes SPS, aussi bien pour la noix de cajou, que pour les produits de la pêche et autres produits agroalimentaires potentiellement exportables. L'identification de tous les obstacles et contraintes SPS doit faire l'objet d'une étude pour définir un cadre législatif, institutionnel et matériel adéquat qui répond aux obligations SPS à l'exportation.

Le projet s'inscrit parfaitement dans le contexte de la démarche de redressement du secteur du commerce envisagé par le programme de l'EDIC, par le DENARP en amont et par le Projet de Réhabilitation du Secteur Agricole et Rural (PRESAR) en aval, financé par la BAD. Le projet s'inscrit aussi dans la continuité des actions passées du Ministère du Commerce et Industrie dans le cadre du Programme Qualité de l'UEMOA.

En développant une stratégie SPS nationale, la Guinée-Bissau espère augmenter la valeur ajoutée des produits agroalimentaires exportables pour gagner de nouvelles parts de marchés, augmenter les revenus des producteurs et palier aux pertes post-récoltes causées par le manque d'infrastructures routières, le coût élevé du transport de qualité, et les conditions d'entreposage inadéquates. La noix

	<p>de cajou est la première filière visée par cette étude pour son importance économique, mais la stratégie pourra être répliquée aux autres filières destinées à l'export.</p> <p>La viabilité à long terme du projet dépendra aussi des formations sur les bonnes pratiques requises par les normes SPS internationales et la collaboration avec les exportateurs.</p>
<p>8. Objectifs du projet à élaborer</p>	<p>Le projet à élaborer doit permettre d'atteindre les objectifs suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Renforcer les capacités de la Guinée-Bissau dans les domaines de l'inspection, du contrôle et de la certification SPS, en fournissant l'appui nécessaire aux structures chargées de l'application des dispositions prévues par l'accord SPS ;</li> <li>2. Améliorer la sécurité sanitaire et la salubrité des produits agroalimentaires, en harmonisant la législation nationale relative aux mesures SPS sur la base de normes, directives ou recommandations internationales reconnues par l'OMC. Cet objectif pourrait être atteint en apportant une assistance technique dans la législation en relation avec les directives de la Commission du Codex Alimentarius (CCA), la Commission Internationale de Protection des végétaux (CIPV) et l'Organisation Internationale des Épizooties (OIE) ;</li> <li>3. Renforcer la coordination entre les différentes structures avec un mandat SPS, ainsi qu'entre ces structures et les secteurs privé et de la société civile ;</li> <li>4. Renforcer la qualification technique du personnel chargé des missions d'inspection dans le domaine SPS aux frontières et à l'intérieur du pays, en particulier le personnel impliqué dans de domaine de l'application des normes d'inspection zoosanitaire, phytosanitaire, des services des douanes, du contrôle d'hygiène et de la répression des fraudes ;</li> <li>5. Renforcer l'organisation des laboratoires impliqués dans les analyses et les diagnostics selon les dispositions prévues par les accords SPS ;</li> <li>6. Renforcer les moyens des laboratoires d'analyses et des structures chargées de l'inspection SPS, en établissant leurs besoins spécifiques en équipement et matériel nécessaires au bon fonctionnement. Cette évaluation doit fournir l'ensemble des éléments permettant de lancer un appel d'offres international pour l'achat de matériel et d'équipement ; et,</li> <li>7. Renforcer la sécurité sanitaire et la salubrité des produits agroalimentaires de la Guinée-Bissau. Cet objectif pourrait être atteint en organisant des séminaires sur les thèmes suivants : Accord SPS, normes, directives, recommandations établies par la CCA, CIPV et OIE, et bonnes pratiques d'hygiène dans le secteur alimentaire.</li> </ol>
<p>9. Résultats du DEP</p>	<p>Ce DEP devrait établir une proposition de projet visant les résultats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Permettre aux exportateurs de rendre des services plus performants et</li> </ul>

	<p>accéder aux marchés externes avec des produits d'exportation plus compétitifs et diversifiés, et aussi réduire les pertes post-récoltes ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Remplir toutes les conditions de qualité de production, transformation et commercialisation externe des produits locaux ;</li> <li>- Établir une étroite coopération entre les opérateurs et les services publics et entre les opérateurs, les producteurs et les services publics de contrôle. Faire un suivi des activités de démarche qualité dans la chaînes du secteur agroalimentaire en Guinée-Bissau ;</li> <li>- Exporter directement du port et de l'aéroport de Bissau, avec le respect de toutes les exigences de normalisation internationale ;</li> <li>- Institutionnaliser un organisme national de certification des produits et renforcer les capacités dans le domaine d'audit du système de gestion de la qualité des laboratoires ;</li> <li>- Obtenir un Comité National du Codex fonctionnel. Adopter et diffuser auprès du service public et des opérateurs économiques la norme ISO 22000, qui sera répandue auprès des producteurs et opérateurs économiques de l'agroalimentaire ; et,</li> <li>- Créer un laboratoire national de référence pour le contrôle SPS et l'accréditation des produits destinés à l'exportation.</li> </ul>
10. Activités du DEP	<p>Les principales activités du DEP sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Appliquer l'outil sur la biosécurité et formuler un rapport sur ce travail ;</li> <li>- Rencontrer les agences gouvernementales et les organisations pertinentes pour identifier les rôles, les forces et les lacunes des acteurs nationaux ;</li> <li>- S'inspirer des priorités issues de l'application de l'outil sur la biosécurité, en coordination avec les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, pour formuler un projet complémentaire aux projets d'assistance technique déjà existants ;</li> <li>- Consulter le point focal du Cadre Intégré pour vérifier la disponibilité de financement ou de cofinancement de la proposition de projet, via les fonds du Cadre Intégré Renforcé (Catégorie II) ; et,</li> <li>- Organiser un atelier de restitution pour présenter les résultats de l'application de l'outil et le document de projet.</li> </ul>
11. Calendrier	<p><b><u>Étape 1 : Préparation de la mission</u></b></p> <p><b>10-11 Mars 2010</b> : Visite du consultant au bureau de la FAO à Rome</p> <p><b>12-14 Mars 2010</b> : Départ du consultant pour Bissau</p> <p><b>15 Mars 2010</b> : Réunion d'accueil et prise de contact avec la direction du Ministère du Commerce à Bissau ; discussion sur le calendrier des rencontres ;</p>

	<p>remise de documents généraux ; discussion sur les problèmes du terrain ; échanges sur la méthodologie et la finalité de l'étude.</p> <p><b>Étape 2 : Étude et analyse</b>  <b>15-30 Mars 2010</b> : Rencontre avec les Ministères pertinents et autres instances pour l'application de l'outil sur la biosécurité (Bissau)  <b>31 Mars-2 Avril 2010</b> : Travail préparatoire pour la préparation du document de projet (Bissau)  <b>3-30 Avril 2010</b> : Finalisation du rapport sur l'application de l'outil sur la biosécurité et finalisation du document de projet (3 jours pour rédaction du rapport sur l'outil + 6 jours pour rédaction du document de projet)</p> <p><b>Étape 3 : validation</b>  <b>17-18 Mai 2010</b> : Atelier de restitution et de validation  <b>31 Mai 2010</b> : Remise du rapport final au Secrétariat du FANDC</p>																																													
<p>12. Coopération entre les secteurs privé et public</p>	<p>Le projet bénéficiera d'arrangements en matière de coopération entre les secteurs privé et public qui s'inscrivent dans le cadre d'ententes stratégiques établies en 1986 avec les associations professionnelles de producteurs, de distributeurs et de consommateurs de produits agroalimentaires.</p> <p>Le Ministère du Commerce et Industrie peut aussi compter sur l'appui du Ministère de l'Agriculture et Pêche et du Ministère de la Santé.</p>																																													
<p>13. Budget</p>	<table border="1"> <thead> <tr> <th data-bbox="438 1077 1230 1150">Description</th> <th data-bbox="1230 1077 1365 1150">Budget (CHF)*</th> <th data-bbox="1365 1077 1494 1150">Budget (US\$)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td colspan="3" data-bbox="438 1150 1494 1182"><u>Services de personnel</u></td> </tr> <tr> <td data-bbox="438 1182 1230 1224">- Prise de contact (préparation) (600 CHF/jour) x 1 jour</td> <td data-bbox="1230 1182 1365 1224">600</td> <td data-bbox="1365 1182 1494 1224"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="438 1224 1230 1297">- Mission/ Collecte d'information Outil-Rome (CHF 600/jour) x 2 jours</td> <td data-bbox="1230 1224 1365 1297">1200</td> <td data-bbox="1365 1224 1494 1297"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="438 1297 1230 1371">- Mission/Collecte d'information- Outil (CHF 600/jour) x 12 jours</td> <td data-bbox="1230 1297 1365 1371">7200</td> <td data-bbox="1365 1297 1494 1371"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="438 1371 1230 1444">- Mission/Collecte d'information- Projet (CHF 600/jour) x 3 jours</td> <td data-bbox="1230 1371 1365 1444">1800</td> <td data-bbox="1365 1371 1494 1444"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="438 1444 1230 1486">- Composition du rapport- Outil (CHF 600/jour) x 3 jours</td> <td data-bbox="1230 1444 1365 1486">1800</td> <td data-bbox="1365 1444 1494 1486"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="438 1486 1230 1528">- Composition du rapport- Projet (CHF 600/jour) x 6 jours</td> <td data-bbox="1230 1486 1365 1528">3600</td> <td data-bbox="1365 1486 1494 1528"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="438 1528 1230 1570">- Atelier de restitution/validation (CHF 600/jour) x 2 jours</td> <td data-bbox="1230 1528 1365 1570">1200</td> <td data-bbox="1365 1528 1494 1570"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="438 1570 1494 1612" style="text-align: right;"><b>TOTAL Services de personnel :</b></td> <td data-bbox="1230 1570 1365 1612"><b>17,400</b></td> <td data-bbox="1365 1570 1494 1612"><b>16,415</b></td> </tr> <tr> <td colspan="3" data-bbox="438 1612 1494 1644"><u>Voyages</u></td> </tr> <tr> <td data-bbox="438 1644 1230 1738">- Billet d'avion (vol international aller-retour via Rome à l'aller)</td> <td data-bbox="1230 1644 1365 1738"></td> <td data-bbox="1365 1644 1494 1738">2700</td> </tr> <tr> <td data-bbox="438 1738 1230 1780">- Billet d'avion (vol Dakar- Bissau aller-retour)</td> <td data-bbox="1230 1738 1365 1780"></td> <td data-bbox="1365 1738 1494 1780">750</td> </tr> <tr> <td data-bbox="438 1780 1230 1854">- Indemnités journalières de subsistance à Rome- Outil (360\$ USD / jour) x 2 jours</td> <td data-bbox="1230 1780 1365 1854"></td> <td data-bbox="1365 1780 1494 1854">720</td> </tr> <tr> <td data-bbox="438 1854 1230 1896">- Indemnités journalières de subsistance à Bissau- Outil</td> <td data-bbox="1230 1854 1365 1896"></td> <td data-bbox="1365 1854 1494 1896">3120</td> </tr> </tbody> </table>	Description	Budget (CHF)*	Budget (US\$)	<u>Services de personnel</u>			- Prise de contact (préparation) (600 CHF/jour) x 1 jour	600		- Mission/ Collecte d'information Outil-Rome (CHF 600/jour) x 2 jours	1200		- Mission/Collecte d'information- Outil (CHF 600/jour) x 12 jours	7200		- Mission/Collecte d'information- Projet (CHF 600/jour) x 3 jours	1800		- Composition du rapport- Outil (CHF 600/jour) x 3 jours	1800		- Composition du rapport- Projet (CHF 600/jour) x 6 jours	3600		- Atelier de restitution/validation (CHF 600/jour) x 2 jours	1200		<b>TOTAL Services de personnel :</b>	<b>17,400</b>	<b>16,415</b>	<u>Voyages</u>			- Billet d'avion (vol international aller-retour via Rome à l'aller)		2700	- Billet d'avion (vol Dakar- Bissau aller-retour)		750	- Indemnités journalières de subsistance à Rome- Outil (360\$ USD / jour) x 2 jours		720	- Indemnités journalières de subsistance à Bissau- Outil		3120
Description	Budget (CHF)*	Budget (US\$)																																												
<u>Services de personnel</u>																																														
- Prise de contact (préparation) (600 CHF/jour) x 1 jour	600																																													
- Mission/ Collecte d'information Outil-Rome (CHF 600/jour) x 2 jours	1200																																													
- Mission/Collecte d'information- Outil (CHF 600/jour) x 12 jours	7200																																													
- Mission/Collecte d'information- Projet (CHF 600/jour) x 3 jours	1800																																													
- Composition du rapport- Outil (CHF 600/jour) x 3 jours	1800																																													
- Composition du rapport- Projet (CHF 600/jour) x 6 jours	3600																																													
- Atelier de restitution/validation (CHF 600/jour) x 2 jours	1200																																													
<b>TOTAL Services de personnel :</b>	<b>17,400</b>	<b>16,415</b>																																												
<u>Voyages</u>																																														
- Billet d'avion (vol international aller-retour via Rome à l'aller)		2700																																												
- Billet d'avion (vol Dakar- Bissau aller-retour)		750																																												
- Indemnités journalières de subsistance à Rome- Outil (360\$ USD / jour) x 2 jours		720																																												
- Indemnités journalières de subsistance à Bissau- Outil		3120																																												

	<p>(260\$ USD / jour) x 12 jours</p> <p>- Indemnités journalières de subsistance à Bissau- Projet 780</p> <p>(260\$ USD / jour) x 3 jours</p> <p>- Indemnités journalières de subsistance à Bissau- Projet 520</p> <p>restitution (260\$ USD / jour) x 2 jours</p> <p>- Indemnités journalières de subsistance pour 3 weekends 2080</p> <p>et 2 jours pour tenir compte des réunions internes sur l'application de l'outil ou le consultant attendra sur le terrain (US\$260/ jour)* 8 jours</p> <p>- Accompagnateur portugais-français et per diem (70\$ USD / jour) x (12 +3) jours 1050</p> <p style="text-align: right;"><b>TOTAL Voyages : 11,720</b></p>
	<p><u>Ateliers</u></p> <p>- Réunion de restitution (25 participants) :</p> <p>- Location de salle 300</p> <p>- Repas et pauses 400</p> <p style="text-align: right;"><b>TOTAL Ateliers : 700</b></p>
	<p><u>Dépenses générales de fonctionnement</u></p> <p>- Communications (carte de téléphone et appels) 400</p> <p>- Frais administratifs (imprimante, photocopies, Visa d'entrée) 765</p> <p style="text-align: right;"><b>TOTAL Dépenses générales de fonctionnement : 1165</b></p>
	<b>TOTAL : 30,000</b>
	<i>*Taux d'échange USD/CHF = 1,06</i>
14. Contributions d'autres sources que le FANDC	Le Ministère du Commerce et Industrie met à la disposition du Consultant et du projet ses locaux, ses outils de communication et de présentation, et son secrétariat.